

# 84<sup>e</sup> Congrès

# Résolution

## Le Mouvement Hlm appelle l'État à réinvestir la question du logement

En logeant plus de 11 millions de nos concitoyennes et concitoyens, en permettant l'accès sociale à la propriété de 12.800 ménages aux revenus modestes, les organismes de logement social sont un maillon essentiel de la chaîne du logement en France hexagonale et en Outre-mer.

Les organismes Hlm agissent dans un contexte difficile, sans jamais renoncer à investir pour construire, pour rénover, pour accompagner par le renouvellement urbain la transformation des quartiers.

Leur patrimoine, fort de 5 millions de logements, est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Il est le patrimoine des salariés et salariées modestes, des fonctionnaires, des jeunes qui entrent dans la vie active, des retraités aux revenus faibles, de familles monoparentales toujours plus nombreuses, dans l'écrasante majorité composée de femmes seules avec enfants. Il loge sans discrimination la France telle qu'elle est et donc dans sa diversité économique et sociale. Plus du tiers des locataires du parc social ont des ressources inférieures au seuil de pauvreté.

Cette France populaire a besoin d'être logée dans le parc locatif social ou d'accéder à la propriété de manière sécurisée. Elle ne bénéficie pas d'un privilège, mais d'un droit : celui d'être logé à des conditions qui lui permettent de vivre dignement, à des conditions plus économiques que si elle devait se loger dans le marché libre. C'est un devoir de la société et une chance pour celles et ceux qui bénéficient d'un soutien indispensable à leur pouvoir d'achat. Il faut produire plus de logements sociaux pour donner une réalité au droit au logement et cesser de stigmatiser le retraité ou le smicard qui a eu une petite augmentation et qui occuperait indûment, du fait de cette légère amélioration de ses conditions de ressources, un logement.

Il faut, dans beaucoup de territoires, de 7 à 10 ans pour se voir attribuer un logement social. Aujourd'hui, 2,7 millions de ménages sont en attente d'un logement social et, pour la très large majorité de ces ménages, il s'agit de familles qui ne disposent pas d'un logement social au moment du dépôt de leur demande. Ce chiffre est en constante augmentation et 100.000 familles rejoignent chaque année la file d'attente. Il témoigne à lui seul d'une réalité qui doit interpeller l'ensemble des décideurs politiques nationaux et locaux et faire consensus : il est de plus en plus difficile de se loger en France pour une part croissante de la population.

Le Mouvement Hlm ne se résoudra jamais à l'inaction, il répondra toujours présent pour faire vivre le droit au logement.

Opposer les locataires d'un côté, les demandeurs de logement social de l'autre, ne fonde pas une politique du logement à la hauteur des enjeux. Cette diversion éloigne l'Etat de sa responsabilité en matière d'appui au secteur du logement social.

Le logement social a besoin d'une ambition et cette ambition nécessite des moyens. La baisse tendancielle de la programmation de logements locatifs sociaux, la crise de l'accession sociale à la propriété sont la marque des choix et des arbitrages budgétaires des dernières années. En fragilisant l'ensemble du secteur du logement, en instaurant la RLS, en haussant la TVA sur le logement social, en gelant les crédits à la rénovation énergétique, l'Etat s'est privé de recettes fiscales. Il a en même temps fragilisé l'emploi, abîmé l'appareil de production. Cette fragilisation a compliqué la tâche d'élus locaux aux prises avec les besoins des habitants de leurs communes. Elle fait peser sur les locataires le risque d'une détérioration de leur cadre de vie en réduisant la capacité d'entretien des organismes Hlm et fait subir aux demandeurs un allongement de leur durée d'attente.

Le Mouvement Hlm appelle le nouveau Gouvernement à réinvestir la question du logement, et singulièrement du logement social, en considérant le rôle social, économique et environnemental qui est le sien : celui d'un investisseur de long terme, au service de l'intérêt général, que l'on soit locataire, demandeur d'un logement social ou accédant à la propriété. Et celui d'un acteur de l'intérêt général qui participe à la décarbonation, à la création d'emplois et à l'amélioration du pouvoir d'achat.

Les organismes Hlm veulent et peuvent être les acteurs de la relance de la politique du logement. Ils ont besoin pour cela d'une impulsion politique durable, fiable et concrète.



de l'Union sociale  
pour l'habitat —  
24>26 SEPT. 2024  
MONTPELLIER

